

AUDE



SDIS 11

Information  
sur les  
obligations  
légales de  
débroussail-  
lement

SDIS 11

PCO – Gpt MO.  
Service FdF



# Les Obligations Légales de Débroussaillement

## 2023

# 1. Le constat : un territoire de plus en plus vulnérable

Sous l'effet de la déprise agricole (embroussaillement) et de l'urbanisation pavillonnaire, le territoire audois devient de plus en plus sensible et vulnérable.



Les références au passé ne sont plus pertinentes.

Le contexte qui se met en place, permettra le développement de phénomènes que la plupart des communes n'ont jamais connu.

AUDE



SDIS 11

Information  
sur les  
obligations  
légales de  
débroussaill-  
ement

SDIS 11

PCO – Gpt MO.  
Service FdF

# 1. Le constat : La lutte seule ne peut pas garantir la sécurité des personnes et des biens

Le nombre de maisons à défendre dépasse parfois le nombre de camions disponibles.

La puissance du feu dépasse parfois la capacité hydraulique des moyens de lutte.



La lutte ne peut être engagée au prix de la vie des personnels du SDIS.

Narbonne 19 09 2013

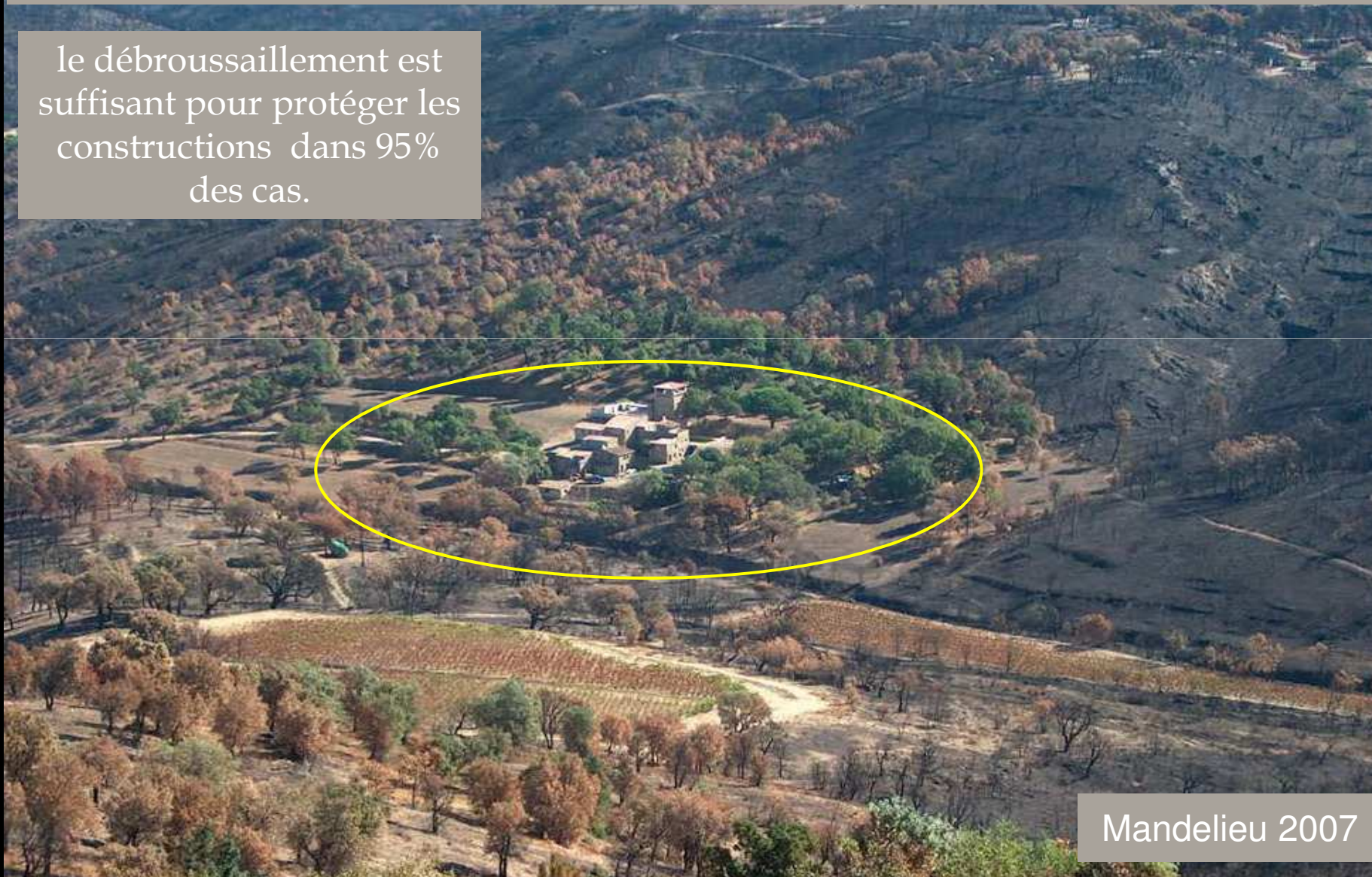




## 2. Les mesures de protection des enjeux :

Le débroussaillement est la seule mesure garantissant à coup sûr la protection des personnes et des biens.

le débroussaillement est  
suffisant pour protéger les  
constructions dans 95%  
des cas.





AUDE



SDIS 11

Information  
sur les  
obligations  
légales de  
débroussail-  
lement

SDIS 11

PCO – Gpt MO.  
Service FdF

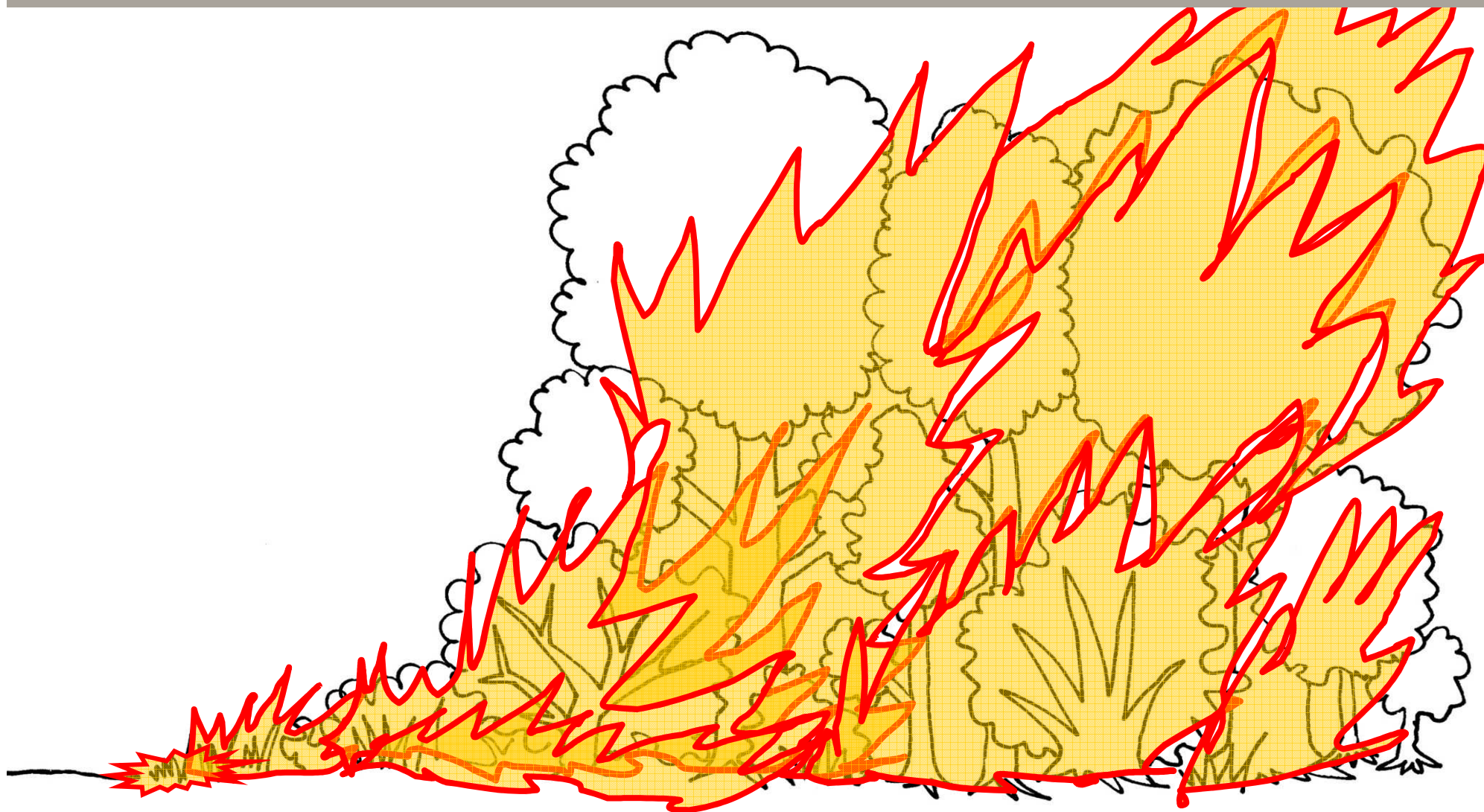
## Son efficacité se confirme à chaque incendie

Le débroussaillement permet de protéger l'habitation, de sécuriser l'intervention des SP et de préserver le cadre de vie immédiat.



Moux 24 07 2021

### 3. Les principes : réduire le potentiel énergétique

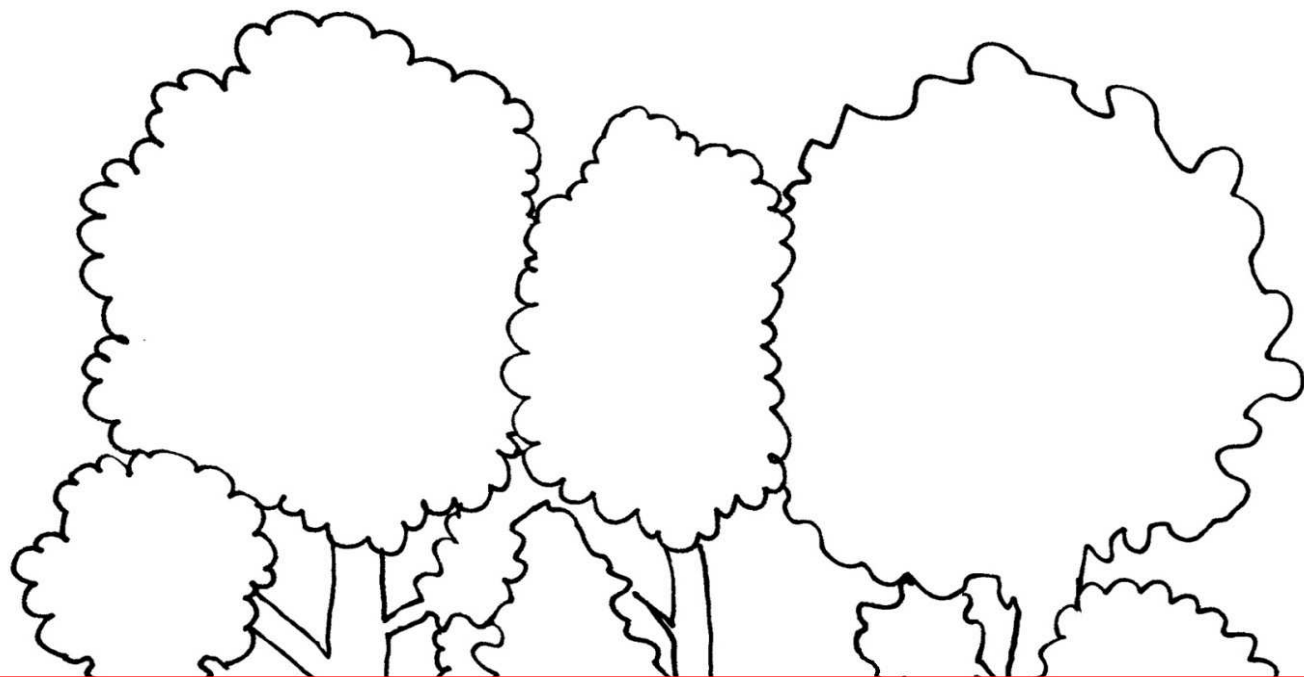
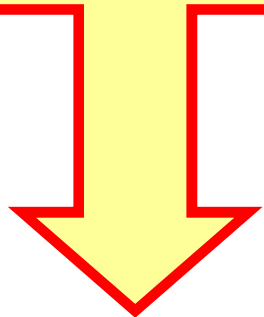


**Zone non débroussaillée : Les herbes et broussailles propagent le feu de strate en strate jusqu'aux cimes.**

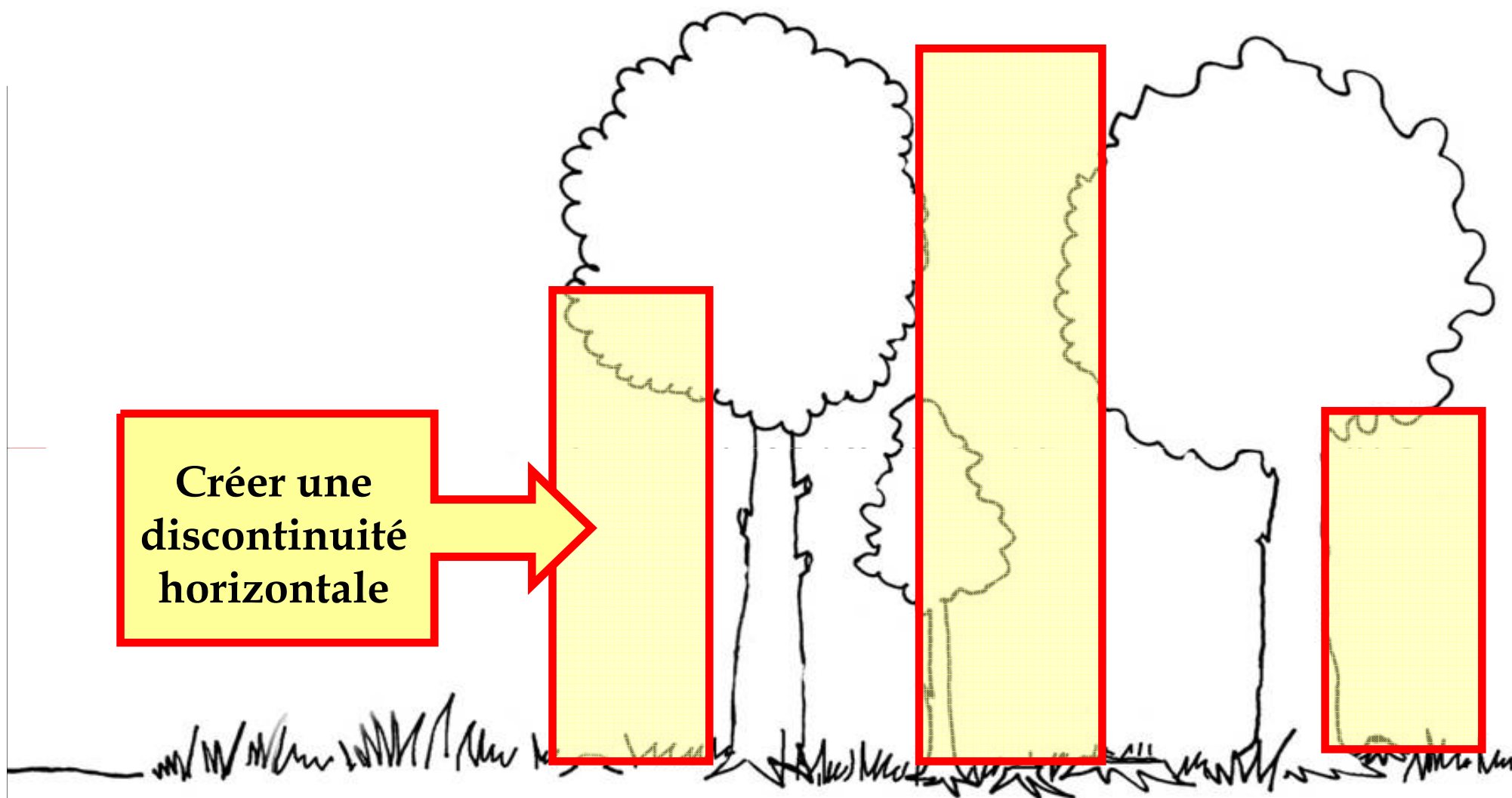


### 3. Les principes : Rompre la dynamique de propagation

**Créer une  
discontinuité  
verticale**

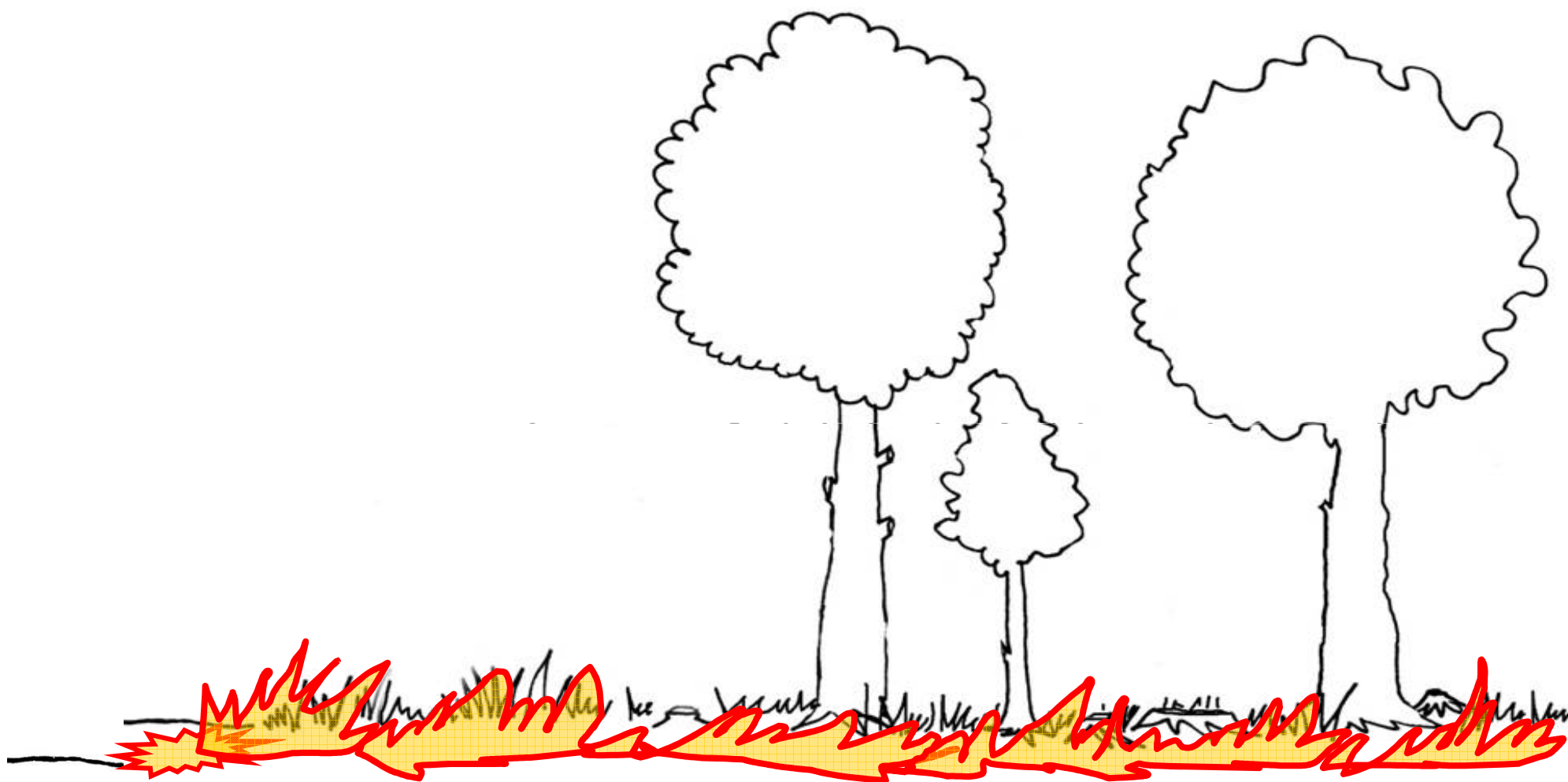


**Eviter la montée en cime**



**Casser la progression du front de feu.**





- Protection des personnes, de la forêt et des biens
- Intervention facilitée des pompiers



# Le cadre Réglementaire

- Elément de la politique nationale DFCI
- Lois 1985 et 2001 sur la gestion et la protection de la forêt



## ■ Code forestier

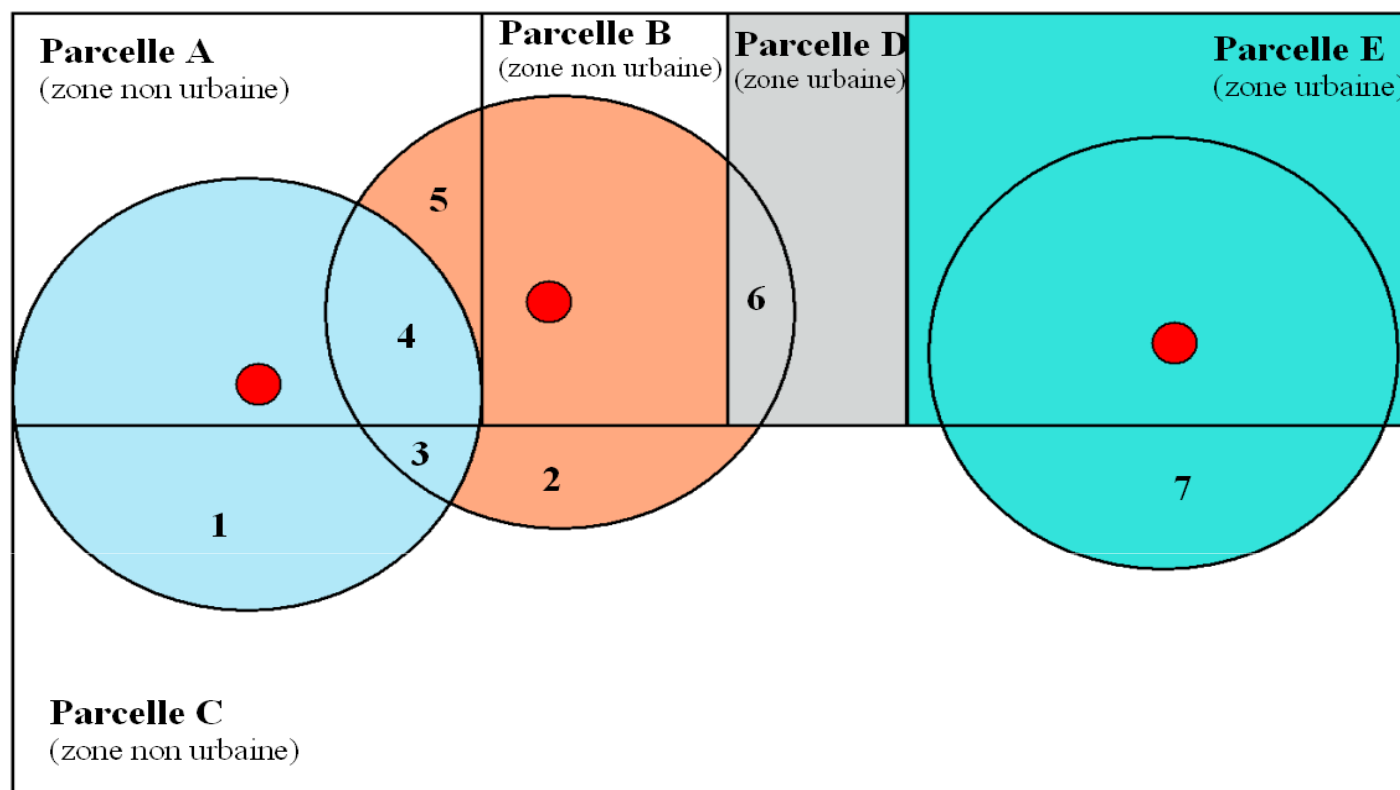
Article L131-10 définit le débroussaillage réglementaire

Le Préfet arrête les modalités de mise en œuvre selon la nature  
des risques :

**Arrêté préfectoral du 3 juin 2014**



# • Le zonage des OLD :

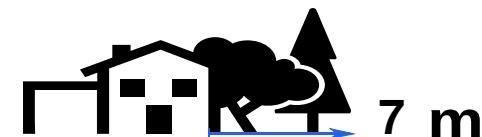


- 1 : à débroussailler par A - C pas d'obligation  
2 : à débroussailler par B car C n'a pas d'obligation  
3 : à débroussailler par A - B est plus éloignée  
4 : à débroussailler par A - se trouve sur son terrain  
5 : à débroussailler par B - A n'a pas d'obligation sur cette zone  
6 : à débroussailler par D - zone urbaine à débroussailler en totalité  
7 : à débroussailler par E - C n'a pas d'obligation sur sa parcelle - Par ailleurs E doit nettoyer la totalité de sa parcelle

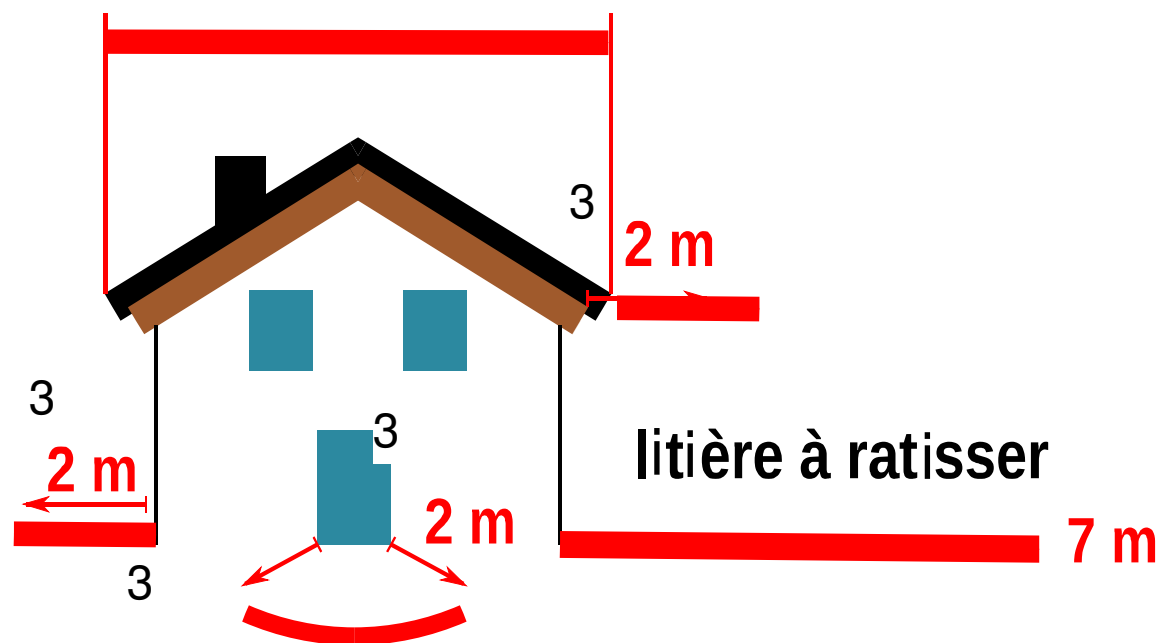
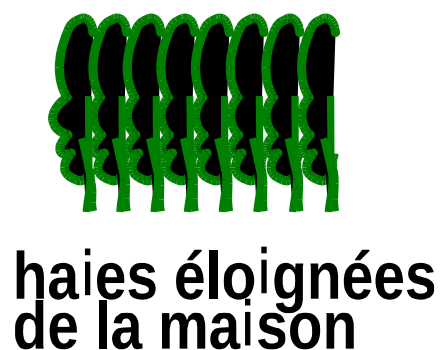


# • Comment débroussailler ?

## 1. Abords immédiats du bâti :



r en en surplomb du toit et de la charpente

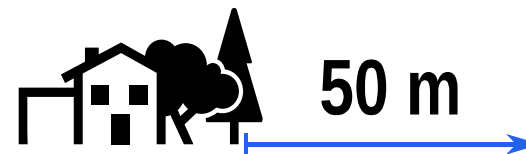


r en à 2 m des ouvertures



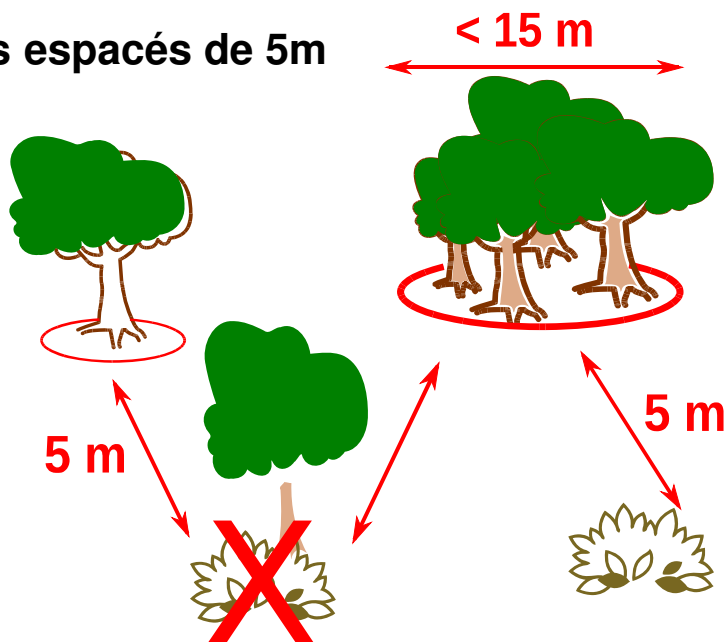
# • Comment débroussailler ?

## 2. Périmètre autour du bâti :



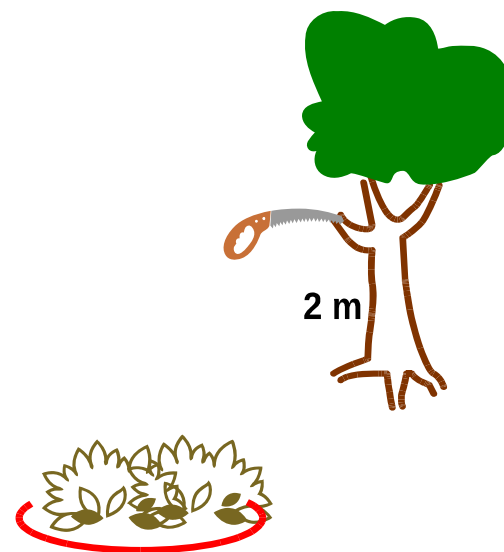
Bosquets largeur <15m

Arbres espacés de 5m



Pas d'arbustes sous les arbres

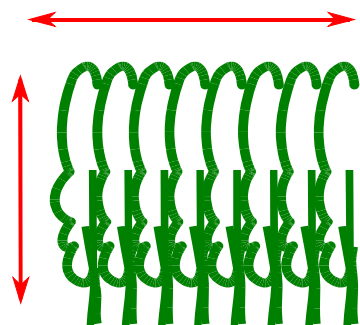
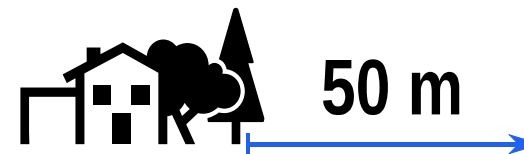
Tronc sans branches sur 2 m haut



15 % max d'arbustes

# • Comment débroussailler ?

## 2. Périmètre autour du bâti :



- Volume des haies : 2,5 m<sup>3</sup>/m maximum

- Enlever branches et végétaux morts secs et dépérissants.



- Débroussailler 10 m de part et d'autre de la voie privée qui dessert l'habitation.





## • Qui doit débroussailler ?

- Principe de base : à la charge du propriétaire de la construction ou de la parcelle (U).
- Si les 50 m s'étendent sur la (les) parcelle(s) voisine(s) **et que le voisin n'a pas lui même d'obligations à cet endroit** c'est au propriétaire de la construction qu'il revient de débroussailler chez le voisin.

Recueillir l'autorisation préalable, formelle du (des) voisins  
→ fiche procédure avec modèle lettre type.

- En cas de refus d'accès à sa propriété l'obligation de débroussaillement est mise à sa charge (L131-12).
- Une non réponse est assimilée à un refus.



## ▪ Qui contrôle la bonne réalisation du débroussaillement ?

### Code Forestier art. L 134-7 :

- Le contrôle de la réalisation des OLD relève des pouvoirs de police du maire.
- Le préfet s'assure lui-même du respect des OLD des gestionnaires de réseaux (électriques, voies ferrées, voies ouvertes à la circulation générale).
- Le contrôle peut être réalisé par : les gardes champêtres et les agents de police municipale habilités pour les opérations de police municipale, l'État intervient en contrôle et peut mandater les agents de l'Office national des forêts.



## ■ Les modalités de mise en œuvre de la réglementation sur le débroussaillement ?

### ● En amont du contrôle :

- Définir les secteurs à risque de la commune selon l'aléa feu de forêt et les enjeux humains,
- Identifier les propriétaires à contrôler et le découpage de leurs obligations selon le bâti, le PLU et les chevauchement d'obligations, (analyse cartographique, photo aérienne, satellite, cadastre)
- Informer chaque propriétaire concerné.





## ▪ Les modalités de mise en œuvre de la réglementation sur le débroussaillage ?

### ● Faciliter la réalisation des travaux :

- Proposer des solutions pour l'évacuation des rémanents (brûlage des déchets verts interdit – AP juin 2013),
- Favoriser les commandes groupées auprès d'entreprises sélectionnées,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux (avec répercussion du coût à chaque propriétaire),
- Organiser des opérations solidaires (cas complexes : personnes sans ressources et sans soutien familial physiquement inaptes).



## ■ Les modalités de mise en œuvre de la réglementation sur le débroussaillement ?



- le code forestier prévoit un régime de sanction dissuasif
- Judiciaire :
  - Contravention : 4<sup>ème</sup> classe (135 € majorée 750 €).
  - Délit : si non respect d'une mise en demeure : établissement d'un PV d'infraction délictuelle, jugement au tribunal correctionnel avec amende jusqu'à 30 €/m<sup>2</sup>.
- Administratif : mise en demeure, et exécution d'office aux frais du propriétaire.



## L'appui des services (DDTM, ONF, SDIS, Communes Forestières)

- Phase préparatoire :

- Formation des agents municipaux,
- Cartographie des zones à débroussailler et des obligations de chaque propriétaire,
- Courrier aux propriétaires concernés,
- Co-organisation d'une réunion publique.

- Phase de contrôle :

- 1<sup>er</sup> passage pédagogique : fiche détaillée des non conformités.
- 2<sup>ème</sup> passage : Verbalisation (TA) des non-conformités.
- 3<sup>ème</sup> passage : Poursuite des sanctions pénales et administratives (dont mise en demeure et travaux d'office).